

BREVES MENSUELLES ROUMANIE – MARS 2018

CONJONCTURE

La croissance du PIB atteint 7,0% en 2017, principalement portée par la consommation des ménages en raison de la politique pro-cyclique du gouvernement

En 2017, la croissance du PIB s'est établie à 7,0%, contre 4,8% en 2016. La consommation des ménages est le principal moteur de l'activité (contribution de 6,4 pp) grâce à la politique pro-cyclique du gouvernement. La demande domestique continue de peser sur le commerce extérieur (contribution de -0,8 pp à la croissance). L'investissement se redresse (contribution de 1,2 pp). S'agissant de l'offre, l'accélération de la demande domestique et extérieure soutient l'industrie, avec une contribution de 1,9 pp à la croissance du PIB. Le commerce de gros et de détail (19% du PIB) contribue à 1,6 pp à la croissance, le secteur de l'IT contribuant quant à lui à 0,6 pp (5% du PIB). Au total, le secteur des services progresse de 13%, avec une contribution de 3,7 pp à la croissance et un poids dans le PIB de 56%. Le secteur agricole (contribution de 0,7 pp, 4% du PIB) profite des récoltes record de céréales. Pour 2018, le gouvernement prévoit une croissance du PIB de 6,1%, un niveau supérieur à la prévision de la Commission (4,4%).

L'inflation atteint son plus haut niveau depuis 2013

Le taux d'inflation s'établit à 4,7% sur un an en février 2018, soit son plus haut niveau depuis cinq ans. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des prix alimentaires et des prix administrés (énergie). Pour mémoire, l'inflation devrait atteindre un point haut à la fin du 2^{ème} trimestre (5,1%) selon la Banque centrale (BNR), ce qui devrait la conduire à augmenter encore au moins deux fois son taux directeur, selon les analystes de la place, le portant ainsi à 2,75% fin 2018.

La France renoue avec un excédent commercial vis-à-vis de la Roumanie

Les échanges commerciaux bilatéraux ont augmenté de 4,4% en 2017 par rapport à 2016, à 7,8 Mds EUR. La France renoue avec un solde commercial excédentaire vis-à-vis de la Roumanie (84 MEUR). La dynamique de la demande domestique en Roumanie, soutenue par la politique pro-cyclique du gouvernement, a favorisé les exportations françaises (+8,1% à 3,9 Mds EUR), tandis que les importations en provenance de Roumanie sont restées quasi-stables. Le secteur industriel (produits chimiques, métallurgiques, pharmaceutiques) en est le principal bénéficiaire. La Roumanie est le 25^{ème} client de la France et son 28^{ème} fournisseur. La France est le 5^{ème} partenaire commercial à l'exportation de la Roumanie et son 3^{ème} fournisseur (sur les onze premiers mois 2017, dernières données disponibles). Les matériels de transport et les biens d'équipements constituent l'essentiel des achats et des ventes entre la France et la Roumanie.

Le déficit public atteint 0,6% du PIB sur les deux premiers mois de l'année

Selon le Ministère des Finances Publiques, le déficit public s'établit à 0,6% du PIB sur les deux premiers mois de l'année, contre un léger excédent en 2016 et 2017. L'augmentation des recettes publiques (+21%) est principalement due à 1) la hausse des contributions sociales (+28%), suite à la revalorisation des salaires bruts qui a permis de compenser le transfert des contributions employeurs - employés, et 2) des recettes de TVA (+8%), grâce à la forte consommation des ménages. L'accélération des dépenses publiques (+38%) s'explique notamment par les dépenses de personnel (+19%) et sociales (+13%), reflétant les hausses ciblées de salaires dans la fonction publique et les revalorisations des pensions de retraite.

Le gouvernement annonce vouloir rejoindre la zone euro en 2024

Le gouvernement a indiqué qu'une commission nationale sera formée, en vue d'approuver le plan d'adoption de l'euro en 2024. Cette date correspond aux prévisions de la Banque nationale de Roumanie (BNR), qui estime que sept années seraient suffisantes pour atteindre 75% du PIB/hab. moyen de l'UE. La commission devrait approuver le calendrier et les mesures à mettre en œuvre d'ici le 15 novembre 2018. La Roumanie satisfait à l'heure actuelle aux 5 indicateurs de convergence nominale.

SECTEUR BANCAIRE

La Banque centrale s'oppose à l'acquisition de Banca romaneasca par OTP Bank

La Banque centrale de Roumanie (BNR) n'a pas autorisé la transaction qui aurait permis à OTP Bank (hongrois) de racheter Banca Romaneasca. L'acquisition aurait permis à OTP d'être la 9^{ème} banque du pays, avec une part de marché de 4%. C'est la première fois que la BNR, qui n'a pas justifié publiquement sa décision, s'oppose à une transaction privée depuis le début du processus de consolidation du marché. En revanche, la BNR a approuvé l'acquisition de Bancpost par Banca Transilvania, qui pourrait devenir la 1^{ère} banque du pays en 2018, devant BCR.

GRANDS PROJETS ET INVESTISSEMENTS PUBLICS

La Commission approuve un financement de 272 M EUR pour la construction de 70km d'autoroute en Transylvanie

La Commission européenne a approuvé un financement de 272 M EUR sur fonds européens (FEDER) pour la construction d'une portion d'autoroute de 70km, allant de Sebes à Turda en Transylvanie. Ce projet permettra de relier Cluj-Napoca (deuxième ville du pays) au corridor paneuropéen de transport qui traverse la Roumanie d'est (port de Constanta sur la mer Noire) en ouest (Timisoara, proche de la frontière hongroise).

La Banque mondiale signe un accord d'assistance technique avec la mairie du secteur 5 de Bucarest

La Banque mondiale et la mairie du secteur 5 de Bucarest ont signé un accord d'assistance technique (via l'instrument RAS - Reimbursable Advisory Services) afin d'améliorer la qualité de vie et le développement urbain du secteur. Le RAS s'étendra sur trois ans et sera concentré sur deux piliers : 1) renforcer la planification et la gestion des investissements, 2) améliorer la gestion des actifs municipaux et le renouvellement urbain. Par ailleurs, cet accord permettra de soutenir le projet « Laser Valley », qui vise la création d'un hub technologique dans cette zone, près du projet ELI-NP de Magurele.

Le ministère de l'Energie autorise le démarrage des travaux de la section roumaine du projet gazier BRUA

Le ministère de l'Energie a autorisé Transgaz à lancer les travaux de construction de la section roumaine du pipeline gazier BRUA, reliant la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche. Les travaux de construction du pipeline (478 km) et de trois stations de compresseurs seront finalisés en 2019, pour un coût total de 479 M EUR financé par Transgaz (149 M EUR), l'UE (179 M EUR) et la BEI (50 M EUR).

Tous droits de reproduction et de diffusion réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique. Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.